

mage mentionnées aujourd'hui et publiées par le BFS et le ministère de la Main-d'œuvre indiquent que la situation est critique dans tout le Canada, en particulier chez les soutiens de famille dont le nombre a augmenté de 56,000 en un seul mois, peut-il nous dire si le gouvernement a préparé de nouveaux programmes d'urgence ou à moyenne échéance qui pourront au moins freiner cette montée du chômage au Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je partage, comme le gouvernement, l'inquiétude du député au sujet du chômage au Canada. Comme on l'a déjà déclaré à la Chambre, le gouvernement a présenté une série de mesures qui seront de nouveau discutées à la Chambre pendant le débat sur le budget.

Il y a eu en vérité un très rapide infléchissement de la politique gouvernementale vers une stimulation de l'économie. Au nom du gouvernement, j'accepterais d'emblée n'importe quand un débat sur cette importante question et je serais heureux qu'il ait lieu d'ici quelques jours.

LE CHÔMAGE—LA QUESTION DE LA SURTAXE DE 3% ET DE LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances? Étant donné les statistiques inquiétantes qu'on vient de publier sur l'accroissement du chômage au pays, est-il disposé à réviser l'attitude qu'il avait adoptée lors de la présentation de son budget en décembre? Considère-t-il l'abolition de la surtaxe de 3 p. 100 et de la taxe de vente sur les matériaux de construction, en vue de relancer l'économie et de créer une demande effective, comme l'un des meilleurs moyens de résoudre le problème du chômage?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre suppléant vient de le dire, le gouvernement ne cesse de se préoccuper du chômage dans notre pays. A vrai dire, l'évolution de son bilan financier représente une somme de près de 2 milliards de dollars depuis mars dernier. A ce propos, je voudrais signaler aux députés aujourd'hui...

Des voix: Oh, oh!

M. Lewis: N'en tirez pas vanité à ce point!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le ministre des Finances a la parole et il faudrait lui permettre de répondre à la question du député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, loin d'en tirer vanité, le gouvernement a, à cet égard, changé sa politique fiscale du tout au tout depuis quelques années. Autre fait à signaler: le budget prévoyait, entre autres choses, la mise à la disposition des provinces de 150 millions de dollars pour leurs projets; à ce propos, nous sommes maintenant entrés en communication avec toutes les provinces et celles-ci sont, sans exception, disposées à accepter ces capitaux et à les dépenser immédiatement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il y a un certain nombre de question supplémentaires. Pour être juste à cet égard, je crois que la présidence doit donner la parole au député d'Edmonton-Ouest.

[M. Lundrigan.]

LE CHÔMAGE—DEMANDE DE REPRISE DU DÉBAT SUR LE BUDGET

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil privé. J'aimerais lui demander s'il voudrait inscrire comme premier article du programme des travaux pour lundi la poursuite du débat sur le budget.

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je vais étudier cette suggestion. Le programme des travaux de la Chambre est déjà fixé et les députés s'y sont préparés mais à la première occasion je vais envisager la reprise du débat pour une journée au moins.

LE CHÔMAGE—PROPOSITION D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX ET DE SUPPRESSION DE LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION EN HIVER

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, comme ma première question s'adressait au premier ministre suppléant, je lui poserai donc ma question complémentaire. Étant donné qu'à l'heure actuelle, 50,000 personnes touchent des prestations de bien-être et que des milliers d'autres sont sans travail dans la seule ville de Toronto, le gouvernement songe-t-il à mettre en œuvre un programme d'urgence de travaux d'hiver et à supprimer la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction afin de stimuler la construction pendant les mois d'hiver?

Des voix: Bravo!

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, on applique en ce moment un très vaste programme de dépenses par suite des mesures annoncées par le gouvernement et, en particulier, par le ministre des Finances. Le temps n'est pas réellement propice à la mise en œuvre de mesures touchant la construction pour s'attaquer aux causes profondes du chômage qui sont fort compliquées en Amérique du Nord. Comme l'a dit le ministre des Finances, le gouvernement, loin d'en tirer vanité, a fait en sorte que son bilan financier évolue au rythme de 2 milliards de dollars depuis quelques mois.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je vois que plusieurs députés veulent poser des questions supplémentaires. Pour le moment, la présidence accorde la parole au député de York-Sud et elle reviendra ensuite aux députés qui veulent poser des questions sur d'autres sujets.

LE CHÔMAGE—LE RECYCLAGE DE LA MAIN-D'ŒUVRE—MODIFICATION DE LA DISPOSITION RELATIVE AUX TROIS ANS DANS LA MAIN-D'ŒUVRE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, espérant qu'il ne se montrera pas aussi satisfait de la situation que les autres ministres. Comme le groupe de chômeurs le plus important est celui des très jeunes, soit 218,000 sur 538,000, le ministre a-t-il étudié plus à fond, comme il l'a promis le 10 décembre, la possibilité de modifier la disposition de la loi en vertu de laquelle un stagiaire doit avoir fait partie depuis trois ans de la population active pour avoir droit à des prestations? Le ministre annoncera-t-il bientôt cette modification?